



COMMUNIQUÉ AUX AGENTS SNCF

Saint-Denis, le 04 OCTOBRE 2018.

PEPY dans les Echos :**LES MASQUES TOMBENT !**

Dans une interview parue le 4 Octobre, Guillaume PEPY, Président du directoire SNCF, dévoile les contours de la « nouvelle SNCF » suite à la réforme ferroviaire... et ses orientations viennent confirmer les alertes de la Fédération SUD-Rail, pourtant démenties par le gouvernement et la ministre des Transports au printemps pendant la grève !

Ils ont dit, ils ont menti !

En Février 2018, le 1^{er} Ministre déclarait : « Les cheminot-e-s qui travaillent déjà à la SNCF ont passé un contrat moral avec l'entreprise nationale, qui leur assure notamment un déroulé de carrière et une garantie de l'emploi. Affirmant haut et fort : la réforme ne remettra pas en cause ce contrat moral ». Le 16 Mai 2018, E. Borne annonçait à son tour : « le maintien du Statut aux actuels salarié-e-s relevant de ce périmètre » ...

Sur les braises du mouvement, le Président PEPY remet déjà en cause le gouvernement en annonçant des modifications en profondeur du Statut des cheminot-e-s.

Le Président PEPY a trahi à nouveau les cheminot-e-s, il doit partir !

Les agents de la SNCF subissent déjà de plein fouet la politique des « plans de performances », « de rentabilité » ou « de productivité » issue de la réforme de 2014 ; le Président PEPY enfonce le clou et annonce aux cheminot-e-s encore plus d'austérité. Au plan social d'envergure déjà à l'œuvre avec moins 2500 emplois, rien que sur l'année 2017 ; moins 5000 sur les deux dernières années à SNCF ; PEPY ajoute 10 000 suppressions d'emplois. Produire plus en gagnant moins, avec moins de personnels, c'est le plan PEPY !!!

Dans un climat social fortement dégradé avec une augmentation des démissions : + 24,3 %, des ruptures conventionnelles : + 37,8 %, des licenciements : + 46%, et une rémunération mensuelle brute en berne avec - 0,3 % (de 2015 à 2017 avec une inflation de +1% dans la même période) pour les cheminot-e-s.

Humainement et socialement, les conséquences de la politique de PEPY dans l'entreprise encore publique sont catastrophiques et aujourd'hui, la Fédération SUD-Rail réitère sa demande de démission d'un président que nous considérons comme le fossoyeur du service public ferroviaire...

Avant d'être celui de ses salarié(e)s.

